

20250829 InfoMigrants

<https://www.infomigrants.net/fr/post/66668/royaumeuni--linterdiction-dheberger-des-demandeurs-dasile-dans-un-hotel-annulee-par-la-cour-dappel>

Actualités



Des manifestants brandissant des pancartes devant l'hôtel The Bell à Epping, dans l'Essex, en Angleterre, où des habitants protestent contre le logement des migrants, le 20 juillet 2025. Crédit : Picture Alliance

Royaume-Uni : l'interdiction d'héberger des demandeurs d'asile dans un hôtel annulée par la Cour d'appel

Par [La rédaction](#)

La justice britannique a annulé en appel l'interdiction d'héberger des demandeurs d'asile dans un hôtel d'Epping, près de Londres. Le gouvernement avait contesté cette décision estimant qu'elle aurait un "impact sérieux" sur la capacité du pays à héberger les demandeurs d'asile et pourrait inciter à de nouvelles manifestations.

C'est une première victoire pour le gouvernement britannique. Ce vendredi 29 août, la justice lui a donné raison et a annulé [la décision prise par la Haute-Cour](#) de suspendre l'accueil des demandeurs d'asile dans l'hôtel d'Epping, près de Londres. "Nous autorisons les recours et annulons l'injonction imposée le 19 août 2025", a déclaré le juge.

A lire aussi

[Après de nouvelles manifestations, Londres annonce des mesures pour accélérer les recours des demandeurs d'asile](#)

Ainsi, la première décision qui imposait à plus de 130 demandeurs d'asile de quitter l'hôtel avant le 12 septembre n'est plus d'actualité.

"Un certain nombre d'erreurs"

Lors de l'énoncé de la décision, le juge a déclaré que "le juge (de la Haute-Cour) a commis un certain nombre d'erreurs de principe qui remettent en cause cette décision". "L'approche du juge ignore la conséquence évidente selon laquelle la fermeture d'un site signifie que des capacités doivent être identifiées ailleurs dans le système", a-t-il ajouté.

Il a également déclaré que le juge n'avait pas pris en compte l'impact qu'une telle décision aurait pu avoir si d'autres municipalités avaient suivi celle d'Epping. "L'impact potentiel de telles demandes ponctuelles était une considération importante qui n'a pas été prise en compte par le juge", a-t-il dit.

A lire aussi

[Royaume-Uni : 111 000 demandeurs d'asile enregistrés en un an, un record depuis plus de vingt ans](#)

Les conséquences d'une multiplication des recours étaient l'argument numéro un du gouvernement lors de l'audience de jeudi. Devant les juges de la Cour d'appel, il avait plaidé pour revenir sur la décision car elle aurait un "impact sérieux" sur la capacité du gouvernement à héberger des réfugiés. "Accorder l'injonction provisoire demandée risque de créer un précédent qui aurait de graves conséquences sur la capacité du ministère à héberger les personnes vulnérables", a plaidé l'exécutif.



Des demandeurs d'asile regardent par la fenêtre de l'hôtel Cresta Court, alors que des personnes participent à une manifestation anti-immigration devant l'hôtel, à Altrincham, en Grande-Bretagne, le 8 août 2025. Crédit : Reuters

Car actuellement, environ 32 000 des [111 000 demandeurs d'asile](#) (soit près d'un tiers) que compte le pays sont hébergés dans quelque 200 hôtels. Et le gouvernement ne dispose pas de plan B pour les prendre en charge.

Le Home Office a réagi à l'annulation du jugement en réaffirmant sa promesse de mettre fin à l'hébergement dans les hôtels "d'ici à la fin de la législature". "Nous avons fait appel de ce jugement afin que des hôtels comme le Bell puissent être fermés de manière contrôlée et ordonnée, évitant ainsi le chaos des dernières années, qui a vu 400 hôtels rouvrir pour un coût de 9 millions de livres sterling par jour", a-t-il dit.

"Tant que les hôtels resteront ouverts, ils continueront d'être des foyers de protestations"

Toutefois cette victoire n'est qu'un répit pour le gouvernement qui fait face depuis des semaines à une vive contestation. De nouveaux rassemblements contre cette décision pourraient avoir lieu dans les prochains jours, à l'instar de ceux organisés régulièrement devant les hôtels accueillant des demandeurs d'asile depuis plus d'un mois.

"Tant que les hôtels resteront ouverts, ils continueront d'être des foyers de protestations, alimentant les divisions et laissant les personnes qui ont fui la guerre et les persécutions avec un sentiment d'insécurité", a prévenu le directeur général du Conseil des réfugiés, Enver Solomon, estimant qu'"attendre 2029 pour mettre fin à leur utilisation n'est plus une option".

A lire aussi

[Les entrées irrégulières baissent vers l'UE mais augmentent au Royaume-Uni, selon Frontex](#)

Le sujet est important pour les autorités britanniques car les demandeurs d'asile n'ont jamais été aussi nombreux dans le pays. Selon les derniers chiffres, 111 000 demandeurs d'asile se sont enregistrés au Royaume-Uni entre juin 2024 et juin 2025. C'est un niveau record depuis 2001.

Et cela cristallise d'autant plus les tensions car les arrivées par "small boats", elles aussi, atteignent des niveaux records. Plus de 28 000 exilés sont arrivés par petites embarcations depuis le début de l'année, contre 19 294 sur la même période l'année dernière, soit une hausse de 46%.

En tout cas, le répit ne sera que de courte durée pour le gouvernement dans cette bataille judiciaire, car la justice doit examiner une demande de fermeture permanente de l'hôtel Bell à la mi-octobre.